



L'économie suisse en Arabie saoudite: opportunités et défis en lien avec Vision 2030

L'essentiel en bref:

- Une délégation économique suisse de seize personnes a accompagné le SECO à Riyad les 27 et 28 novembre pour la 14^e commission économique mixte Arabie saoudite-Suisse.
- L'Arabie saoudite est dans un processus de transformation économique en profondeur visant à réduire sa dépendance du pétrole. Les grands projets de Vision 2030 offrent de nombreuses opportunités aux entreprises suisses.
- La délégation suisse a pu nouer des contacts de haut niveau avec plusieurs ministères saoudiens.

Les 27 et 28 novembre, economiesuisse a participé à la 14^e commission économique mixte à Riyad, avec une délégation économique suisse de seize personnes. La délégation suisse était emmenée par Andrea Rauber Saxer, cheffe du centre de prestations Relations économiques bilatérales du SECO. Des représentants de l'industrie, de la pharma et des banques ont été reçus par Sara Al-Sayed, vice-ministre des relations internationales au Ministère saoudien des investissements (MISA).

Échanges orientés solutions

Avec un volume commercial de quelque 6,8 milliards de francs (or compris), l'Arabie saoudite est actuellement le deuxième partenaire commercial de la Suisse au Proche-Orient (après les Émirats arabes unis). Les exportations suisses représentent plus de 6 milliards de francs de ce montant. Fin 2022, les investissements des entreprises suisses dans ce pays se montaient à 1,41 milliard de francs.

En ce qui concerne le cadre juridique, l'accord de libre-échange entre l'AELE et le Conseil de coopération du Golfe (CCG), dont la mise en œuvre doit encore être améliorée, a pu être abordé. De plus, l'économie suisse et le SECO se sont prononcés en faveur de la conclusion rapide d'un nouvel accord de protection des investissements.

L'Arabie saoudite dans un processus de transformation en profondeur

Cette 14^e commission mixte constituait déjà le sixième échange officiel entre la Suisse et cet État du Golfe en deux ans seulement – et s'inscrivait en quelque sorte dans le prolongement de la visite officielle du conseiller fédéral Guy Parmelin en février dernier. Cette succession de rencontres bilatérales n'est pas le fruit du hasard: avec **Vision 2030**, l'Arabie saoudite se trouve dans un processus de transformation économique en profondeur. Désireux de réduire sa dépendance des revenus pétroliers, qui représentent encore quelque 40% du PIB, le pays met en œuvre plusieurs giga-projets sous l'impulsion du prince héritier Mohammed ben Salmane. **NEOM**, un projet de ville de la taille de la Belgique dans le nord-ouest du pays, **Qiddiya**, un gigantesque projet de divertissement et de sport ou la **Riyadh Expo 2030** en sont quelques exemples. Rien que pour le NEOM, l'Arabie saoudite entend déboursé quelque 500 milliards de dollars, financés en majorité par le fonds souverain saoudien, qui pèse dans les 904 milliards USD (**Public Investment Fund, PIF**).

Un marché dynamique qui offre des opportunités et requiert des connaissances du terrain et un réseau

Vision 2030 ouvre quantités d'opportunités pour les entreprises suisses, que ce soit dans les infrastructures, mais aussi dans le tourisme, le sport, le divertissement, les technologies numériques, l'horlogerie et la bijouterie, les énergies renouvelables, l'industrie extractive, l'approvisionnement en eau, la santé ou l'éducation. Parmi la centaine d'entreprises suisses présentes en Arabie saoudite, une partie sont déjà impliquées dans la réalisation de Vision 2030.

L'Arabie saoudite attire activement des investisseurs étrangers pour cofinancer ses giga-projets. Face à la concurrence des Émirats arabes unis et du Qatar, le royaume a pris des mesures. Le programme Regional Headquarters (RHQ) prévoit ainsi de réserver l'attribution de marchés publics à des entreprises ayant leur siège principal en Arabie saoudite. Rien qu'en 2024, une dizaine d'entreprises suisses ont transféré leur siège régional dans le royaume. Récemment, l'Arabie saoudite a par ailleurs adopté une Economic Participation Policy (EPP) en lien avec certains contrats d'approvisionnement. Pour ceux-ci, le pays demande une participation économique en Arabie saoudite de 35% au moins de la valeur des contenus importés. Les entreprises suisses qui souhaitent entrer sur le marché saoudien devraient se familiariser avec ces nouvelles règles et se garder de sous-estimer leur complexité.